

# Mobilisation contre les violences faites aux femmes : le 25 novembre, nous y serons toujours !

Chaque année, on dénombre, en France, 80 000 victimes de viol et 555 000 victimes d'agressions sexuelles, majoritairement des femmes. Ce 25 novembre sera une nouvelle fois l'occasion de manifester contre les violences faites aux femmes.

Par le groupe ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Aujourd'hui, les moyens engagés pour lutter contre les violences sexuelles sont loin d'être à la hauteur de la gravité de la situation malgré les discours portés par le gouvernement autour de l'égalité comme grande cause des quinquennats. L'actualité récente nous en rappelle malheureusement les conséquences irréparables pour les victimes et l'impérieuse nécessité de se mobiliser contre le patriarcat et la culture du viol qui imprègnent notre société et pour que cesse l'impunité des agresseurs.

Chaque année en France, on dénombre 80 000 victimes de viol (seulement 10 000 plaintes) et le nombre croît de manière exponentielle si l'on y ajoute les victimes d'agressions sexuelles (555 000) ; 5 % de ces viols et 25 % des agressions se déroulent sur les lieux de travail. Alors que 80 % des femmes disent être confrontées régulièrement à des comportements sexistes au travail, seulement 70 % d'entre elles en parlent à leur employeur. Enfin, une femme sur cinq est victime de harcèlement sexuel au cours de sa vie professionnelle. Face à cette réalité, beaucoup trop souvent l'impunité des agresseurs est de mise.

## CONSÉQUENCES VISIBLES ET DURABLES

Faut-il rappeler que les violences sexistes et sexuelles (VSS) ont un impact sur la santé physique et psychologique des victimes ? Arrêts de travail, incapacité à se projeter sur des postes à responsabilités, mutation « forcée » pour échapper à l'agresseur sont autant de conséquences visibles et durables qui ont également des effets sur l'égalité professionnelle.

Dans l'ESR, la lutte contre les VSS est un des axes des plans égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Elle faisait également l'objet d'un plan spécifique proposé par l'ex-ministre Frédérique Vidal. Depuis, aucun bilan chiffré pour les personnels, des plans à l'arrêt, beaucoup de communication, un service ministériel chargé de ces questions exsangue et quasiment aucun

moyen autre que ceux distribués sur appels à projets et sans exigence de résultats... Autant d'éléments qui questionnent sur la volonté réelle de prendre à bras-le-corps la situation.

L'enquête réalisée par la Mildeca<sup>1</sup> en partenariat avec le MESR publiée début octobre ne fait que renforcer l'urgence à agir<sup>2</sup>. L'étude précise que, concernant les étudiant·es et élèves des grandes écoles, « depuis leur arrivée dans l'enseignement supérieur, 24 % des femmes, 33 % des personnes transgenres/non binaires/queer et 9 % des hommes déclarent avoir subi au moins une tentative d'agression sexuelle, une agression sexuelle, une tentative de viol ou un viol », et que les femmes représentent 71,4 % du total des victimes de VSS. Elle rappelle également que l'alcool est présent dans plus de la moitié des violences sexuelles chez les étudiant·es. Concernant les personnels, le SNESUP-FSU, dans le cadre des travaux autour du plan national d'actions égalité à venir, a réitéré sa demande d'un bilan national des VSS, qui fait toujours défaut malgré nos demandes régulières.

## LOI-CADRE INTÉGRALE

Pour que les victimes soient renforcées dans leurs droits, protégées et non maltraitées, que leur parole ne soit pas systématiquement déniée, que les institutions soient à la hauteur du courage des victimes et que les corps des femmes et des enfants cessent d'être considérés comme mis à disposition des agresseurs qui agissent en toute impunité, le SNESUP-FSU, avec la FSU, appelait à se mobiliser le 19 octobre devant les palais de justice avec nombre d'autres signataires. La FSU dénonce l'instrumentalisation de la lutte contre les VSS et exige, avec les autres signataires, une loi-cadre intégrale contre les violences sexuelles et 2,6 milliards d'euros par an contre les violences, dont 332 millions destinés à la lutte contre les violences sexuelles. **Le SNESUP-FSU appelle également à rejoindre massivement les actions unitaires qui seront organisées à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre.** ■

**Le SNESUP-FSU a réitéré sa demande d'un bilan national des violences sexistes et sexuelles.**

1. Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives.  
2. « Violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur en France : un focus sur l'alcool et le cannabis », enquête ayant porté sur plus de 67 000 étudiant·es et élèves de grandes écoles.